

## Décret n° 2002-535 du 18 avril 2002

### Relatif à l'évaluation et à la certification de la sécurité offerte par les produits et les systèmes des technologies de l'information

#### **Présentation sommaire personnalisée non officielle**

**Article 1** : Introduction au principe de la certification.

#### **Chapitre Ier : Procédure d'évaluation et de certification**

##### **Section 1 : Evaluation**

**Article 2** : Envoi d'un dossier d'évaluation à la DCSSI par le demandeur pour une évaluation en vue de la certification.

**Article 3** : Le demandeur choisit le ou les centres d'évaluation agréés et présente son produit à évaluer.

**Article 4** : Le demandeur peut décider à tout moment de mettre fin à une évaluation.

**Article 5** : La DCSSI veille à la bonne exécution des travaux d'évaluation.

**Article 6** : A la fin du travail d'évaluation chaque centre remet un rapport d'évaluation à la DCSSI et au demandeur

##### **Section 2 : Certification**

**Article 7** : Validation du rapport par la DCSSI et le demandeur. Conclusion de la DCSSI : soit délivrance d'un certificat - soit refus de la certification.

**Article 8** : Le certificat est délivré par le premier ministre.

**Article 9** : Possibilité d'accords de reconnaissance mutuelle entre la DCSSI et organismes étrangers hors UE - Reconnaissance des certificats délivrés par des organismes étrangers de l'UE.

#### **Chapitre II : Agrément des centres d'évaluation**

**Article 10** : Présentation du principe d'agrément.

**Article 11** : Demande formulée auprès de la DCSSI. Le centre doit apporter la preuve de son aptitude et de sa compétence technique.

**Article 12** : Agrément délivré par le 1<sup>er</sup> ministre pour une durée de 2 ans renouvelable.

**Article 13** : Cas des centres agréés étrangers de l'UE et hors UE.

**Article 14** : La DCSSI vérifie à tout moment le respect des critères - l'agrément peut être retiré.

#### **Chapitre III : Comité directeur de la certification en sécurité des technologies de l'information**

**Article 15** : Mission du Comité directeur de la certification (CDC).

**Article 16** : Composition du CDC.

**Article 17** : Modalité des réunions du CDC.

**Article 18** : La DCSSI fait un rapport annuel au CDC.

#### **Chapitre IV : Dispositions diverses et transitoires**

**Article 19** : Modification (mineure) du décret n° 97-1184 du 19 décembre 1997.

**Article 20** : Modification du décret du 30 mars 2001.

**Article 21** : Cas des certificats délivrés avant la date d'entrée en vigueur du présent décret.

**Article 22** : Champ d'application territorial du décret.

**Article 23** : Limitations le cas échéant dans les modifications ultérieures du présent décret.

**Article 24** : Le présent décret sera publié au JO de la RF.

\*\*\*\*\*

#### **Décret n° 2002-535 du 18 avril 2002**

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre délégué à l'industrie, aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat et à la consommation,

Vu la directive 98/34/CE du 22 juin 1998, modifiée par la directive 98/48/CE du 20 juillet 1998, prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information ;

Vu le code de la consommation, notamment son article R. 115-6 ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997, modifié par le décret n° 97-463 du 9 mai 1997 et par le décret n° 97-1205 du 19 décembre 1997, relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 97-1184 du 19 décembre 1997, modifié par le décret n° 2001-143 du 15 février 2001, pris pour l'application au Premier ministre du 1° de l'article 2 du décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 2001-272 du 30 mars 2001 pris pour l'application de l'article 1316-4 du code civil et relatif à la signature électronique ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

#### **Article 1**

La sécurité offerte par des produits ou des systèmes des technologies de l'information, au regard notamment de leur aptitude à assurer la disponibilité, l'intégrité ou la confidentialité de l'information traitée face aux menaces dues en particulier à la malveillance peut être certifiée dans les conditions prévues au présent décret.

Les administrations de l'Etat recourent, dans la mesure du possible et en fonction de leurs besoins de sécurité, à des produits ou des systèmes des technologies de l'information certifiés suivant la procédure prévue au présent décret.

## Chapitre Ier

### Procédure d'évaluation et de certification

#### Section 1

#### Evaluation

##### Article 2

Une évaluation en vue de la certification prévue à l'article 1er est effectuée à la demande d'un commanditaire qui adresse à la direction centrale de la sécurité des systèmes d'information un dossier d'évaluation. Le dossier comporte notamment la description du système de sécurité à évaluer, les dispositions prévues pour lui conférer sa pleine efficacité ainsi que le programme de travail prévisionnel permettant une évaluation.

Dès réception de ce dossier, la direction centrale de la sécurité des systèmes d'information si elle estime que les objectifs de sécurité ne sont pas définis de manière pertinente au regard des normes, prescriptions techniques ou règles de bonne pratique applicables au moment où commence l'évaluation, notifie au commanditaire qu'elle ne pourra pas en l'état du dossier procéder à la certification envisagée.

##### Article 3

Le commanditaire de l'évaluation choisit un ou plusieurs centres d'évaluation, agréés dans les conditions prévues au chapitre II, pour procéder à celle-ci. Avant le début des travaux, il détermine avec chacun de ces centres :

- a) Le produit ou le système à évaluer ainsi que les objectifs de sécurité ;
- b) Les conditions de protection de la confidentialité des informations qui seront traitées dans le cadre de l'évaluation ;
- c) Le coût et les modalités de paiement de l'évaluation ;
- d) Le programme de travail et les délais prévus pour l'évaluation.

Le commanditaire est tenu d'assurer la mise à la disposition des centres d'évaluation qu'il a choisis et de la direction centrale de la sécurité des systèmes d'information, si elle en fait la demande, de tous les éléments nécessaires au bon accomplissement de leurs travaux, le cas échéant après accord des fabricants concernés.

##### Article 4

Le commanditaire peut décider à tout moment de mettre fin à une évaluation.

Il est décidé entre les parties du dédommagement éventuellement dû au centre d'évaluation.

##### Article 5

La direction centrale de la sécurité des systèmes d'information veille à la bonne exécution des travaux d'évaluation. Elle peut à tout moment demander à assister à ces travaux ou à obtenir des informations sur leur déroulement.

##### Article 6

Au terme des travaux d'évaluation, chaque centre remet un rapport d'évaluation au commanditaire et à la direction centrale de la sécurité des systèmes d'information. Ce rapport est un document confidentiel dont les informations sont couvertes par le secret industriel et commercial.

#### Section 2 Certification

**Article 7**

Le commanditaire et la direction centrale de la sécurité des systèmes d'information valident les rapports d'évaluation en liaison avec le centre d'évaluation intervenant. Lorsque l'ensemble des rapports prévus a été validé, la direction centrale de la sécurité des systèmes d'information élabore un rapport de certification dans un délai d'un mois. Ce rapport, qui précise les caractéristiques des objectifs de sécurité proposés, conclut soit à la délivrance d'un certificat, soit au refus de la certification.

Le rapport de certification peut comporter tout avertissement que ses rédacteurs estiment utile de mentionner pour des raisons de sécurité. Il est, au choix du commanditaire, communiqué ou non à des tiers ou rendu public.

**Article 8**

Le certificat est délivré par le Premier ministre.

Il atteste que l'exemplaire du produit ou du système soumis à évaluation répond aux caractéristiques de sécurité spécifiées. Il atteste également que l'évaluation a été conduite conformément aux règles et normes en vigueur, avec la compétence et l'impartialité requises.

**Article 9**

La direction centrale de la sécurité des systèmes d'information peut passer, après avis du comité directeur de la certification, des accords de reconnaissance mutuelle avec des organismes étrangers homologues, ayant leur siège en dehors des Etats membres de la Communauté européenne.

Ces accords peuvent prévoir que les certificats délivrés par les organismes étrangers cosignataires, dans le cadre de procédures comparables à celle prévue au présent chapitre, sont reconnus comme ayant la même valeur que les certificats délivrés en application du présent décret. La reconnaissance mutuelle des certificats peut être limitée à un niveau d'assurance déterminé.

Sans préjudice des règles régissant la certification des dispositifs sécurisés de création de signature électronique mentionnées au 2° du II de l'article 3 du décret du 30 mars 2001 susvisé, le Premier ministre reconnaît aux certificats délivrés par les organismes ayant leur siège dans un Etat membre de la Communauté européenne, dans le cadre de procédures comparables présentant des garanties équivalentes, la même valeur qu'aux certificats délivrés en application du présent décret.

## **Chapitre II Agrément des centres d'évaluation**

**Article 10**

Les centres d'évaluation chargés de procéder à l'évaluation prévue au présent décret sont agréés dans les conditions fixées par le présent chapitre.

**Article 11**

I. - La demande d'agrément est formulée auprès de la direction centrale de la sécurité des systèmes d'information. Cette demande précise le domaine dans lequel l'organisme demandeur entend exercer son activité.

II. - L'organisme demandeur doit faire la preuve :

- a) De sa conformité aux critères de qualité selon les règles et normes d'accréditation en vigueur ;
- b) De son aptitude à appliquer les critères d'évaluation en vigueur et la méthodologie correspondante ainsi qu'à assurer la confidentialité requise par l'évaluation ;
- c) De sa compétence technique à conduire une évaluation.

La conformité mentionnée au a et l'aptitude mentionnée au b sont attestées par une accréditation délivrée par une instance reconnue dans les conditions prévues à l'article R. 115-6 du code de la consommation ou délivrée par une instance étrangère équivalente.

La compétence technique mentionnée au c est appréciée par la direction centrale de la sécurité des systèmes d'information, notamment à partir des moyens, des ressources et de l'expérience du centre d'évaluation.

#### **Article 12**

L'agrément est délivré par le Premier ministre, après avis du comité directeur de la certification.

Il peut énoncer les obligations particulières auxquelles est soumis le centre d'évaluation.

Il est valable pour une durée de deux ans renouvelable.

#### **Article 13**

Lorsqu'un centre d'évaluation situé hors du territoire national ou d'un autre Etat membre de la Communauté européenne a déjà fait l'objet d'un agrément par les autorités de son pays d'installation dans le cadre d'une procédure homologuée, le Premier ministre peut, après avis du comité directeur de la certification, le déclarer agréé au titre du présent décret. Cet agrément, qui est accordé pour une durée de deux ans renouvelable, peut être limité à un niveau d'assurance déterminé.

Lorsqu'un centre d'évaluation situé dans un Etat membre de la Communauté européenne a déjà fait l'objet d'un agrément par les autorités de cet Etat dans le cadre d'une procédure équivalente, le Premier ministre, après avis du comité directeur de la certification, le déclare agréé au titre du présent décret.

#### **Article 14**

La direction centrale de la sécurité des systèmes d'information peut s'assurer à tout moment que les centres d'évaluation continuent à satisfaire aux critères au vu desquels ils ont été agréés.

Lorsqu'un centre ne satisfait plus aux exigences mentionnées à l'article 11 ou qu'il manque aux obligations fixées par la décision d'agrément, l'agrément peut être retiré par le Premier ministre, après avis du comité directeur de la certification. Le retrait ne peut être prononcé qu'après que le représentant du centre d'évaluation a été mis à même de faire valoir ses observations devant le comité directeur de la certification.

### **Chapitre III Comité directeur de la certification en sécurité des technologies de l'information**

#### **Article 15**

Le comité directeur de la certification en sécurité des technologies de l'information a notamment pour mission :

- a) De formuler des avis ou des propositions sur la politique de certification, sur les règles et normes utilisées pour les procédures d'évaluation et de certification et sur les guides techniques mis à la disposition du public ;
- b) D'émettre un avis sur la délivrance et le retrait des agréments aux centres d'évaluation ;
- c) D'examiner, à des fins de conciliation, tout litige relatif aux procédures d'évaluation organisées par le présent décret qui lui est soumis par les parties ;
- d) D'émettre un avis sur les accords de reconnaissance mutuelle conclus avec des organismes étrangers en application de l'article 9.

La mission prévue au c ci-dessus peut être déléguée par le comité à l'un de ses membres, elle comporte obligatoirement l'audition des parties.

#### **Article 16**

Le comité directeur de la certification en sécurité des technologies de l'information est présidé par le secrétaire général de la défense nationale ou son représentant. Outre son président, il comprend :

- a) Un représentant du ministre de la justice ;
- b) Un représentant du ministre de l'intérieur ;
- c) Un représentant du ministre des affaires étrangères ;

- d) Un représentant du ministre de la défense ;
- e) Un représentant du ministre chargé de l'industrie ;
- f) Un représentant du ministre chargé de l'économie ;
- g) Un représentant du ministre chargé de l'emploi ;
- h) Un représentant du ministre chargé de la santé ;
- i) Un représentant du ministre chargé de l'éducation nationale ;
- j) Un représentant du ministre chargé de la communication ;
- k) Un représentant du ministre chargé de la réforme de l'Etat ;
- l) Un représentant du ministre chargé des transports ;
- m) Un représentant du ministre chargé de la recherche.

Lorsque le comité directeur examine des questions concernant les dispositifs de création et de vérification de signature électronique, tels que définis à l'article 1er du décret du 30 mars 2001 susvisé, il comprend en outre douze personnalités qualifiées nommées pour trois ans par arrêté du Premier ministre.

Le secrétariat du comité directeur est assuré par la direction centrale de la sécurité des systèmes d'information.

#### **Article 17**

Le comité directeur se réunit sur convocation de son président qui en fixe l'ordre du jour.

Le président peut inviter tout expert ou personne qualifiée dont la participation aux débats lui paraît nécessaire.

Le comité rend compte de ses travaux au Premier ministre.

#### **Article 18**

La direction centrale de la sécurité des systèmes d'information fait annuellement rapport au comité directeur de la certification de l'activité qu'elle exerce dans le cadre de la mise en oeuvre du présent décret.

### **Chapitre IV**

#### **Dispositions diverses et transitoires**

#### **Article 19**

Dans la partie « Sécurité et défense nationale » du paragraphe 2 de l'annexe au décret n° 97-1184 du 19 décembre 1997 susvisé, il est ajouté, à la suite du tableau relatif au décret n° 2001-143 du 15 février 2001, les mots et le tableau suivants :

« Décret n° 2002-535 du 18 avril 2002 relatif à l'évaluation et à la certification de la sécurité offerte par les produits et les systèmes des technologies de l'information.

Vous pouvez consulter le tableau dans le JO

n°o 92 du 19/04/2002 page 6944 à6946

#### **Article 20**

Le décret du 30 mars 2001 susvisé est ainsi modifié :

I. - Le 1° du II de l'article 3 est remplacé par les dispositions suivantes :

« 1° Soit par le Premier ministre, dans les conditions prévues par le décret n° 2002-535 du 18 avril 2002 relatif à l'évaluation et à la certification de la sécurité offerte par les produits et les systèmes des technologies de l'information. La délivrance du certificat de conformité est rendue publique. »

II. - L'article 4 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 4. - La mise en oeuvre des procédures d'évaluation et de certification prévues au 1° du II de l'article 3 est assurée dans les conditions prévues par le décret n° 2002-535 du 18 avril 2002 relatif à l'évaluation et à la certification de la sécurité offerte par les produits et les systèmes des technologies de l'information. »

III. - Au premier alinéa de l'article 5, les mots : « l'arrêté » sont remplacés par les mots : « le décret ».

IV. - Au deuxième alinéa de l'article 7, les mots : « selon des règles définies par arrêté du Premier ministre » sont supprimés.

V. - Au premier alinéa du II de l'article 9, les mots : « par des organismes publics désignés par arrêté du Premier ministre et agissant sous l'autorité des services du Premier ministre chargés de la sécurité des systèmes d'information » sont remplacés par les mots : « par la direction centrale de la sécurité des systèmes d'information ».

#### **Article 21**

Les certificats et les agréments des centres d'évaluation délivrés avant la date d'entrée en vigueur du présent décret, en application des dispositions de l'avis du Premier ministre relatif à la délivrance de certificats pour la sécurité offerte par les produits informatiques vis-à-vis de la malveillance, publié au Journal officiel de la République française du 1er septembre 1995, sont reconnus comme délivrés au titre du présent décret.

#### **Article 22**

Le présent décret est applicable :

- a) En Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française, en tant qu'il concerne la signature électronique ;
- b) Dans les îles Wallis-et-Futuna et à Mayotte.

#### **Article 23**

Les dispositions du présent décret pourront être ultérieurement modifiées par décret, à l'exception :

- a) Du premier alinéa des articles 8 et 12, du deuxième alinéa de l'article 14 et de l'article 19 dont la modification s'effectuera, le cas échéant, dans les conditions prévues à l'article 2 du décret du 15 janvier 1997 susvisé ;
- b) De l'article 20.

#### **Article 24**

Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 18 avril 2002.

Jacques Chirac  
Par le Président de la République :

Le Premier ministre,  
Lionel Jospin

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,  
Laurent Fabius

La garde des sceaux, ministre de la justice,  
Marylise Lebranchu

Le ministre de l'intérieur,  
Daniel Vaillant

Le ministre délégué à l'industrie, aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat et à la consommation,  
Christian Pierret

Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,  
Christian Paul